Une analyse internationale du Moyen-Orient

Bertrand Badie
Sciences Po Paris

La pandémie de Covid-19 a touché le Moyen-Orient de manière globalement moins brutale qu'ailleurs. Mais ses conséquences économiques, sociales et politiques seront probablement lourdes dans une région sensible à tous les soubresauts internationaux : à défaut d'avoir été au centre du monde – sauf peut-être durant l'Antiquité –, le Moyen-Orient n'a cessé d'être au cœur de son agenda.

Il ne gouverne pas, mais il contraint, pèse sur les choix, affine les stratégies, recompose la donne conflictuelle mondiale ; il fait peur autant qu'il fascine. Sa dénomination, elle-même évocatrice, le situe entre un « Proche-Orient » qu'il tend à intégrer en son sein et un « Extrême-Orient » qui traduit l'extériorité totale, l'autre monde, potentiellement adversaire, voire ennemi, d'un Occident dominant qui fabriqua le premier système international. Du plateau du Pamir au canal de Suez, de l'Afghanistan à l'Égypte, le Moyen-Orient apparaît comme un trait d'union rebelle entre l'intérieur et l'extérieur, le soi et les autres. Cette identité nodale lui a conféré dans l'histoire la double caractéristique de marge et d'espace d'affrontement permanent.

Une part non négligeable de l'explication de ce statut exceptionnel se trouve dans l'histoire même du vocable qui fit son apparition en Europe et d'abord en Grande-Bretagne au cours du XIXe siècle, lorsque le déclin de l'Empire ottoman devenait un enjeu pour le Vieux Continent. Cette histoire sémantique nous renseigne déjà sur les risques de la démarche

qui revient à décréter la réalité d'un espace régional, pourtant compris et construit en fonction d'un agenda qui lui est extérieur. Elle va même au-delà et suggère un rythme de composition et de recomposition entièrement soumis à la subjectivité européenne : le « Proche-Orient » décrirait une proximité le liant aux puissances du Vieux Continent, tandis que le « Moyen-Orient » inclurait les systèmes politiques qui, à l'instar de la Perse et de l'Afghanistan, en seraient plus éloignés. Lorsque la Porte vint à disparaître, les deux notions se confondirent, d'autant que l'entrée en lice des États-Unis enlevait tout sens au vocable « Proche » !

S'il convient de garder à l'esprit toutes ces constructions, leurs fragilités et leur eurocentrisme, nous avons pris le parti d'en faire le vecteur d'une interrogation qui restera au centre de ce livre : comment une région ainsi imaginée est-elle reconstruite par la pression de l'actualité internationale et comment les événements qui s'y nouent viennent-ils réagir sur le monde ? Certes, la région, aussi arbitraire soit-elle dans sa délimitation, a une histoire propre, une dynamique forte liée à sa densité sociale et à son histoire, mais elle a aussi été l'otage d'un jeu international qui la harcèle depuis des siècles, au nom de la foi, au nom de l'ambition des conquérants, au nom du pétrole ou tout simplement au nom des grandes et petites stratégies qui ne cessèrent d'opposer les vieilles puissances. Ces interactions sont assez fortes pour mériter l'attention et renouveler le regard, conduisant ainsi à *une analyse internationale du Moyen-Orient.*

Les marqueurs internationaux du Moyen-Orient

Nul doute que l'aventure sémantique que nous décrivions reflétait une réalité politique qui a profondément pesé sur la région, ses institutions et ses peuples. Décrété « homme malade de l'Europe », l'Empire ottoman est progressivement entré sous la tutelle européenne, ce qui lança, de manière décisive et durable, le processus d'insertion du Moyen-Orient dans un jeu international qui lui était jusque-là plutôt extérieur : tout au long du XIXe siècle, il fut occidentalisé à travers son droit, ses institutions, son armée, sa finance et ses établissements scolaires et universitaires. Ce mimétisme forcé devenait la rançon dont il devait s'acquitter, à coups de *tanzimat*, ces réformes forcées que devait consentir le sultan afin de bénéficier du soutien des puissances européennes.

Ces premières empreintes ne sont pas innocentes : elles amorcèrent un long parcours de fascination-détestation qui marqua autant la pensée que la pratique de l'ensemble de la région. La Nahda (« renaissance intellectuelle » du monde arabe) se manifesta dès les années 1870 comme un effet de la séduction exercée par le progrès occidental, mais aussi comme la volonté d'y répondre en réinventant les principes fondateurs d'une civilisation musulmane dont la promotion culturelle et politique serait désormais d'autant plus soutenue qu'elle servirait de rempart face à l'insistante présence occidentale. De même, quand l'Empire ottoman s'écroula, sous le poids de la défaite des puissances centrales en 1918, les peuples du Moyen-Orient, arabes et kurdes notamment, mirent toute leur confiance dans les vertus émancipatrices prêtées à la paix de Versailles qui ne déboucha, pourtant, que sur déconvenues et frustrations.

Il ne resta, des remous de la Grande Guerre, qu'un partage au cordeau des terres arabes entre Français et Britanniques, symbolisé notamment par la fameuse ligne Sykes-Picot, un éphémère État kurde qui n'exista en réalité que sur le papier, et un embryon de foyer juif en Palestine, absent de l'accord entre Paris et Londres mais promu par la déclaration Balfour de 1917. À l'humiliation ancienne des *tanzimat* s'ajoutaient ainsi celles de la défaite et du défilé militaire des Alliés dans les rues d'Istanbul, seule capitale vaincue à devoir l'endurer !

Si on exclut l'Arabie saoudite qui protège son indépendance par une exaltation de son identité wahhabite, tout le Moyen-Orient est dès lors couvert par l'onction mandataire, formelle ou informelle, des puissances occidentales, tandis que l'Union soviétique, nouvellement constituée, accumule les atouts stratégiques en accueillant et protégeant les mouvements révolutionnaires les plus divers. De ce point de vue, la rupture de 1945 fut probablement la plus déstabilisante et ses effets furent inverses de ceux de 1918 : la poussée anticoloniale qui en dériva abrogea les mandats et favorisa une montée des nationalismes et du panarabisme qui conduisirent les principaux acteurs de la région à militer activement pour le non-alignement.

Le phénomène se révéla d'autant plus remarquable que la création de l'État d'Israël par les Nations unies radicalisa les nationalismes arabes et les sortit, dans un premier temps, de l'espace international bipolaire, à un moment où, de surcroît, le camp soviétique se révélait provisoirement favorable à l'État hébreu. En même temps, l'importance croissante de l'économie pétrolière soudait l'axe Washington-Riyad, consacré par le pacte du Quincy conclu le 14 février 1944 entre Roosevelt et Abdel Aziz al-Saoud. Une nouvelle épure se dessinait, faite ainsi de failles sociales profondes et de complicités politiques pragmatiques : modèle au demeurant complexe, porteur d'instabilité, d'alliances de circonstance et de montages successifs capables de mettre à tout moment les pouvoirs en place en contradiction avec les sociétés qu'ils étaient censés gouverner. Le phénomène était appelé à durer. La guerre israélo-franco-britannique de Suez en 1956, stoppée net par Washington et Moscou, mit fin à l'ère coloniale classique au Moyen-Orient.

La seconde rupture intervint en 1967, lorsque l'URSS choisit de soutenir clairement et massivement le camp arabe : le choc de la guerre des Six-Jours décida les maîtres du Kremlin qui, malgré la construction du barrage

d'Assouan et l'alignement du baasisme sur le modèle socialiste, éprouvaient quelques difficultés à choisir leurs alliés et, en réalité, leurs nouveaux clients. Le Moyen-Orient entra alors, artificiellement mais pleinement, dans le système bipolaire. De la guerre de 1967 à celle de 1973, le conflit israélo-palestinien remplissait en même temps, une fonction interne, celle de cristalliser le nationalisme arabe, et une fonction externe, comme marqueur global de l'opposition Est-Ouest : d'où, notamment, son débordement sur le système international tout entier, l'extension de la cause palestinienne hors du cercle étroit de la région et la symbolique qu'elle représentait pour la gauche contestataire occidentale.

Cette « bipolarisation » du Moyen-Orient compliqua paradoxalement le jeu régional : le camp arabe comptait, pour y être totalement soumis, trop de régimes proches de Washington, à l'instar de ceux de la péninsule Arabique ou de la Jordanie (on se souvient de Septembre noir et de l'opération montée en 1970 par le roi Hussein contre les fedayins palestiniens, avec la bénédiction de Washington), tandis que la mort de Gamal Abdel Nasser, la même année, fit naître chez ses successeurs un désir de se distancier du « patron soviétique » : le jeu complexe qui s'ensuivit éloigna la plupart de ces gouvernements de la question palestinienne devenue encombrante. Celle-ci sortit peu à peu des agendas, tandis que les accords de paix – formels et informels – se succédaient entre les capitales arabes et Tel-Aviv : le Moyen-Orient s'émancipait, avant tout le monde, de la bipolarité, après n'y avoir fait qu'un très bref séjour !

Le système n'en devint pas plus lisible pour autant. La révolution iranienne replaça l'islam au cœur des clivages, tandis que le laïcisme socialisant ralliait, sous le coup de la peur de l'islamisme, quelques soutiens en Occident, à l'instar de ceux exprimés par nombre de diplomaties à Saddam Hussein quand il était en guerre contre l'ayatollah Khomeyni. Pis encore, on s'aperçut que le fidèle allié saoudien était compromis dans les attaques du 11 Septembre, tandis que les forces islamistes afghanes, victorieuses des Soviétiques, devenaient infréquentables. Le Moyen-Orient a ainsi inauguré la fluidité propre aux relations internationales post-bipolaires. Il a amorcé aussi une formidable inversion : il devient proactif, échappant aux pesanteurs mondiales, tandis que les puissances mondiales deviennent réactives, devant désormais compter avec de nouvelles contraintes, venues des anciennes périphéries et qu'elles ne contrôlent plus !

Logiques d'inversion

Cette logique ne restera pas l'apanage du seul Moyen-Orient : on la retrouve ensuite un peu partout, à mesure que l'on sort de la bipolarité classique. Elle est à l'œuvre dans les régions émergentes, en Asie orientale, en Afrique où la conflictualité tend à se transformer, échappant à la tutelle des vieilles puissances, et va même poindre en Amérique latine, lorsqu'une gauche au profil nouveau succède à la dictature militaire dès la fin des années 1980 et gouverne au Brésil, en Équateur, en Bolivie, voire en Argentine, autant d'États soudain déconnectés eux aussi des puissances mondiales qui, significativement, se rapprochèrent aussitôt des régimes moyen-orientaux.

Dans ce contexte, les systèmes politiques qui émergent alors au Moyen-Orient ne semblent plus subir l'attraction internationale : la République islamique se construit en Iran sur le slogan « *na sharghi na gharbi* » (« ni Est ni Ouest »), rompt avec l'ancien parrain américain tout en disant sa méfiance à l'égard de l'URSS, doublement suspecte d'incarner l'héritage d'une Russie historiquement honnie et d'un communisme qui a le tort d'être athée. La Syrie, l'Algérie, la Libye, le Soudan et l'Irak de Saddam Hussein s'éloignent d'un patron soviétique moribond, renouent mollement avec Washington, mais s'intéressent surtout à la conquête du leadership à l'intérieur du monde arabe. Abandonnée de tout soutien, la résistance palestinienne souffre de ses rivalités internes qui aggravent les conditions d'apartheid qu'Israël peut imposer en toute impunité à un peuple qui n'attire plus l'attention ni la solidarité internationale…

Plus profondément encore, la géométrie politique se transforme selon des modèles qui n'ont pas été abolis depuis : à côté d'institutions gouvernementales, faibles et peu légitimes, se redessinent de nouvelles formes politiques. Le gouvernement royal saoudien se double de réseaux, religieux et/ou financiers, de fondations pieuses, d'organisations non gouvernementales (ONG) proclamées humanitaires, productrices de véritables politiques étrangères qui n'ont rien à voir avec celle officiellement élaborée à Riyad, et qui agissent en électrons apparemment libres, allant jusqu'à soutenir certains mouvements jihadistes. La même remarque vaudrait pour le Qatar, les Émirats arabes unis ou le Koweït, bref partout où s'affirme la rente pétrolière.

De tels réseaux deviennent des acteurs majeurs de la région, et échappent mécaniquement à toute tutelle et à tout alignement international, parfois même à toute visibilité, tout en déployant de subtiles interconnexions humaines. Plus tard, à mesure que les guerres s'installent, en Irak, en Syrie, au Yémen, on verra se déployer une autre version de la même dynamique, avec une incroyable prolifération de milices : au plus fort du conflit syrien, on en compte plus de mille ! Celles-ci se constituent, se décomposent, se scindent, s'allient un jour, se combattent le lendemain, obéissant aux lois d'une microsociologie presque indéchiffrable ou au jeu des petits leaders ou « *big men* » qui affinent sans cesse leur stratégie personnelle. À ce compte-là, la relation diplomatique traditionnelle devient inopérante et ne survit qu'en s'adaptant péniblement

et imparfaitement à un système qui défie les canons de la géopolitique classique. Cette « désétatisation » de la région prend ainsi des formes variées : constitution, en Iran, d'un État qui se distingue des principes du droit constitutionnel classique, dédoublement des formes étatiques officielles par des « services parallèles » investis d'énormes pouvoirs plus ou moins autonomes et internationalement incontrôlables (*mukhabarat* syriens, DRS puis CSS algérien, Gihaz al-Mukhabarat al-Amma égyptien, Al-Istikhbarat Al Aamah saoudien, dont le rôle en Syrie fut des plus importants), ou effondrement plus ou moins complet des États existants (Yémen, Afghanistan, voire Irak). Autant de tendances qui retournent les logiques d'hier, accablent les acteurs extérieurs d'incertitudes, les privent de l'interlocuteur décisif qu'ils pouvaient naguère clientéliser ou négocier.

Mais la complexité ne s'arrête pas là : elle touche désormais les enjeux eux-mêmes. Autrefois, le jeu était clair : il était nettement géopolitique et géoéconomique. Il consistait, pour l'Europe, à contrôler et contenir l'évolution de la plus déterminante de ses marges, gouvernée d'abord par un Empire ottoman qu'on surveillait, puis par des formes politiques qu'on plaçait sous tutelle plus ou moins formelle ; rejointes par les États-Unis, les vieilles puissances complétèrent leur agenda en contrôlant au plus près la production pétrolière et en contenant l'expansion soviétique, allant jusqu'à créer, en 1955, le pacte « anticommuniste » de Bagdad. Du côté de Moscou, il s'agissait de s'ouvrir une voie vers les mers chaudes, de contrer l'Occident, et, peu à peu, de se ménager quelques clients… Par la suite, cette grammaire devenait trop simple : la fièvre néoconservatrice conduisit alors Washington à appliquer au « *Greater Middle East* » sa fameuse « diplomatie transformationnelle », à recomposer les régimes à son image, puis, avec Barack Obama, à veiller plus modestement aux conditions d'une paix minimale, à moindre coût, dans la discrétion des « *light footprints* » et des « *leaderships from behind* ». Pour sa part, le jeu de Vladimir Poutine visait progressivement à reprendre place dans la région… mais en ménageant tout le monde, Tel-Aviv et Riyad inclus ! Autant dire qu'après une courte « folie des grandeurs » le ton est désormais à *suivre* davantage qu'à précéder…

D'autant que l'équation pétrolière tend, elle aussi, à se gripper : il y a un moment que la syntaxe du Quincy est dépassée. L'idée de contrôler au mieux la production et la commercialisation d'un pétrole bon marché est loin : la Russie défend son statut de grand producteur de pétrole, ce qui l'oblige à pactiser avec l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et en particulier l'Arabie saoudite ; quant aux États-Unis, la diminution de leurs propres ressources et leur choix de se lancer dans de nouvelles prospections et dans l'exploitation du pétrole (et du gaz) de schiste les engagent dans des stratégies plus complexes qui ne passent plus par une politique du pétrole à bas prix. Au contraire, un pétrole bon marché nuirait aux équilibres mondiaux, comme aux nouvelles ressources énergétiques, ainsi que l'a soudainement révélé la crise pétrolière liée à la pandémie virale, lorsque le prix du baril a connu, en mars-avril 2020, une chute vertigineuse qui l'a même amené brièvement à un cours négatif. Face aux « princes du pétrole », la puissance américaine passe du rôle de tuteur à celui d'associé rival… Dans ce jeu, l'Europe n'a pas d'autres choix que de suivre, de préserver un simulacre de présence pour justifier de son statut international, ou simplement d'embrasser les princes pour leur vendre des armes…

Est-ce à dire que l'inversion est totale et que le Moyen-Orient contraint et ne subit plus ? Ce serait absurde de le penser dans un monde plus que jamais marqué par l'équivoque de l'interdépendance. Trois facteurs, lourds mais extérieurs, restent ainsi présents dans l'alchimie moyen-orientale : l'alignement de Washington sur Israël, renforcé depuis la présidence Trump et alimenté par les puissants lobbies évangélistes américains ; l'obsession russe du retour dans le jeu international avec le statut de superpuissance proactive ; la pression d'une économie mondialisée néolibérale qui pèse douloureusement et dangereusement sur les économies les plus sensibles, à l'instar de l'économie libanaise en plein naufrage ou, dans une moindre mesure, de celles de l'Égypte et des pays du Maghreb.

L'avènement déstabilisant des nouvelles puissances régionales

Cette logique d'inversion domine cependant et s'impose à travers une première traduction immédiate et forte : l'apparition, presque tonitruante, de nouvelles puissances régionales qui modifie la donne internationale. Celles-ci pouvaient exister formellement jadis. Au-delà de l'Empire ottoman, devenu puissance moyenne à sa manière dès que s'est stabilisée son expansion, certains États de la région avaient naguère visé ce rayonnement régional : l'Égypte de Nasser, évidemment, la Syrie de Hafez al-Assad et l'Irak de Saddam Hussein après la mort du raïs égyptien ; on pourrait ajouter l'Arabie saoudite, en puissance surveillée, et, dans les marges, Israël doté de l'arme nucléaire, la Turquie otanienne d'hier et l'Iran du chah, chaperonné alors par Washington. Tous ces candidats au leadership avaient pourtant leurs limites et restaient en résidence de puissance surveillée.

La logique d'inversion a au contraire ouvert un boulevard aux nouveaux postulants. La guerre d'Irak et le Printemps arabe y sont pour beaucoup : l'un et l'autre ont provoqué la chute ou la décrédibilisation des trois anciens « califats » arabes, successivement l'Irak, l'Égypte et la Syrie, rayés de la carte politico-diplomatique du Moyen-Orient au cours des deux premières décennies de ce siècle. C'en était assez pour susciter les

espoirs de Riyad, doté en outre, depuis juin 2017, d'un prince héritier ambitieux, en la personne de Mohammed Ben Salman (MBS) : l'architecture complexe de la région ne lui laisse que peu de concurrents issus du monde arabe, hormis peut-être son allié et mentor, l'Émirati Mohammed Ben Zayed (MBZ), mais elle lui oppose deux rivaux sérieux à l'extérieur et à la périphérie : la Turquie de Recep Tayyip Erdogan et l'Iran tiraillé entre le guide Ali Khamenei, d'inspiration conservatrice, et le président Hassan Rohani, prônant l'ouverture au monde.

Voilà qui suffira à restructurer les clivages de manière drastique et parfois inattendue. La rivalité irano-saoudienne dessina très vite les contours d'un nouveau conflit qui recomposera la donne « géopolitique » en Irak, au Liban, en Syrie ou au Yémen. Elle assurera même un rapprochement spectaculaire entre la monarchie saoudienne et l'État hébreu, et conduira, en septembre 2019, à des frappes, inimaginables par leur ampleur, sur les installations pétrolières de la péninsule. Moins dramatique dans son ordonnancement, la montée de la puissance régionale turque hâtera la conclusion de nouvelles alliances entre Ankara, le Qatar et le gouvernement libyen régulier de Fayez al-Sarraj : il n'en fallait guère plus pour allumer un conflit aigu entre Riyad et Doha et pour pousser la monarchie saoudienne dans les bras du « maréchal » Haftar qui, depuis Benghazi, défie le pouvoir tripolitain avec le soutien de la Russie. Autant de contorsions diplomatiques qui réinventent le rôle régional des Frères musulmans pour en faire les alliés de l'émirat qatari et de l'AKP turc, et donc l'ennemi du wahhabisme saoudien !

À ce niveau, l'international s'aligne et ne rectifie plus : même si elle était déjà portée par une hostilité militante à l'encontre de l'Iran, l'administration Trump est comme aspirée par cette nouvelle géométrie, s'insère dans le nouveau bloc saoudien, s'interdit de réagir à l'assassinat du journaliste dissident Jamal Khashoggi et ferme les yeux sur les massacres de populations civiles au Yémen. Face à la Turquie, prisonnière de deux alliances contradictoires, la puissance américaine est condamnée à faire profil bas et à envoyer des messages contradictoires lorsque les troupes turques entrent en Syrie pour combattre les milices kurdes officiellement alliées de l'Occident… Les États-Unis, comme la plupart des pays occidentaux, cherchent vainement à bloquer cette montée de puissances régionales qui risquent de se substituer à leur tutelle séculaire : plus ils s'y emploient, plus ils perdent leur marge de manœuvre et leur faculté d'initiative, jusqu'à faillir dans leur pression sur l'Iran et sur une Turquie qui ne cesse de s'éloigner d'eux. Le 3 janvier 2020, l'administration Trump fait ainsi assassiner le général iranien Ghâssem Soleimani ainsi qu'Abou Mehdi al-Mouhandis, dirigeant l'organisation irakienne Hachd al-Chaabi, proche de l'Iran, ne déclenchant en fait qu'une vague sans précédent d'antiaméricanisme dans la région. Désormais, l'essentiel de ce qui se joue au Moyen-Orient ne s'apprécie plus qu'à travers les gains et les pertes réalisés par les nouvelles puissances régionales plus que jamais au centre de la mise : à l'instar des avantages retirés par l'Iran et la Turquie du « processus d'Astana », amorcé en mai 2017, érigeant les deux pays en tuteurs de la Syrie aux côtés de Moscou…

Dans cette nouvelle épure, on a le sentiment de ne plus reconnaître le Moyen-Orient d'hier. Alors que le conflit israélo-palestinien a été le pivot de la scène pendant plus de trente ans (1948-1979), il semble ne plus avoir de place dans le nouveau jeu, embarrassant désormais la quasi-totalité des diplomaties régionales (sauf celle de l'Iran), sans compter l'Europe qui ne sait comment se situer, ou la Russie qui préfère renouer les amitiés d'antan. Dans cette ambiance d'occultisme diplomatique, Israël a le champ libre pour miser sur des rapports de force très favorables, transgresser, sans risque de sanction, le droit international, jouer tranquillement de la politique du fait accompli pour étendre ses colonies et programmer, dans l'indifférence générale, l'annexion d'un tiers de la Cisjordanie occupée, voire plus. Plus encore, le 28 janvier 2020, Donald Trump dévoile son « plan de paix » qui incorpore à l'État hébreu la quasi-totalité des colonies implantées dans les territoires palestiniens…

En revanche, d'autres conflits s'en trouvent gelés et même réinventés, à l'instar du conflit yéménite qui permet de gérer le clivage irano-saoudien, de constituer une large coalition autour de Riyad, pour mieux montrer la cohérence du sursaut arabe face aux Perses, d'engager le soutien des puissances occidentales, obligées de suivre, au risque de se couper du géant financier moyen-oriental… On peut de même se demander qui a véritablement avantage à mettre fin à un conflit syrien qui marque et pérennise les alliances, crée des aubaines d'ingérence et assure la survie de bien des milices et organisations. Seul le conflit afghan perd de ses couleurs et peut-être de ses fonctions, au point de conduire les États-Unis à se plier aux exigences des négociateurs talibans, à signer un accord avec ceux-ci le 29 février 2020, sans pouvoir s'assurer de son respect.

De nouvelles médiations sociales

Autre innovation : l'irruption du mouvement social au sein d'une scène politique moyen-orientale jusque-là jalonnée de révolutions de palais, de coups d'État militaires et de pressions venues des vieilles puissances. Le premier Printemps arabe, amorcé en Tunisie dès décembre 2010, puis étendu à nombre de pays de la région, avait élargi à l'ensemble du Moyen-Orient la prégnance du mouvement social amorcé, un tiers de siècle plus tôt, en Iran. Il fut relancé, voire élargi, au cours de l'année 2019, à travers les événements algériens, soudanais, libanais, irakiens et iraniens :

sauf à verser dans des interprétations complotistes, cette page nouvelle achève la nouvelle introversion du Moyen-Orient. Celle-ci est apparemment contradictoire : elle marque incontestablement une réappropriation par les peuples de leur propre histoire, tout en inscrivant celle-ci dans le temps de la mondialisation.

On ne peut pas faire abstraction des liens de similitude et même de parenté entre ces nouveaux mouvements sociaux, déployés à Alger, Bagdad ou Beyrouth, et ceux que l'on observe simultanément à Santiago du Chili, Bogotá, voire dans le Paris des Gilets jaunes. Exactement comme le premier Printemps arabe a vite essaimé vers l'Espagne, où il a donné naissance aux « *indignados* » de la Puerta del Sol, puis vers l'Italie, voire en Amérique avec « Occupy Wall Street ». On ne peut pas ignorer de multiples traits communs qui défient les différences de culture ou de localisation : l'insistance sur le thème de la « dignité » (*karama*) perdue, le « dégagisme », la remise en cause globale du « système », la dénonciation de l'illusion démocratique et de l'effet antisocial de l'acte I de la mondialisation, dominé par le néolibéralisme. En entrant dans la mondialisation, le Moyen-Orient en vient ainsi à se reconquérir, à lutter pour gagner un profil qui défie les pesanteurs de l'ancienne soumission propre au statut de « périphérie » dans lequel les vieilles puissances le rejetaient.

Certes, ces mouvements dérangent plus qu'ils n'arrangent, ils expriment plus qu'ils ne revendiquent. Sans leader, sans organisation, pratiquement sans idéologie organisée et, en tout cas, sans programme de gouvernement, ils semblent s'installer dans un temps d'autant plus long qu'ils ne disposent pas de ces « transformateurs politiques » qui en feraient des candidats à une véritable alternance, comme l'exemple algérien l'illustre à l'extrême, à l'exception peut-être du cas soudanais. Tout juste ces mouvements peuvent-ils être parfois récupérés par des forces qui incarnaient péniblement une opposition systémique, à l'instar des Frères musulmans en Égypte, vite balayés par la force militaire, ou du parti Ennahda en Tunisie. Ce déficit d'alternance est imputable au défaut d'utopies nouvelles, au gel de la pensée, fruits des dictatures passées et présentes, et à une tutelle extérieure qui empêchait d'aller au-delà de l'imitation des modèles éclos au Nord.

Ces mobilisations portent inévitablement leurs plaies. D'abord celles issues de répressions féroces, en Syrie ou au Bahreïn, puis en Égypte : ces réactions féroces aboutissent d'autant mieux aux sinistres résultats escomptés qu'elles bénéficient du soutien, plus ou moins explicite, des puissances extérieures qui misent sur la restauration de « l'ordre » pour renouveler ou maintenir leurs marques dans la région. L'autre plaie est l'effondrement de l'État, comme au Yémen ou en Libye, livrée au jeu des milices et à celui des paris pris par chaque puissance sur ses chefs de guerre... Dernière pathologie, celle d'une situation bloquée, comme en Irak ou au Liban, où la neutralisation du rival couvre la quasi-totalité de l'imagination politique, tétanisant les puissances extérieures entièrement mobilisées pour sauver les meubles qu'elles possèdent à l'intérieur ou se gardant de l'imprudence d'un engagement qui pourrait les conduire à choisir le mauvais cheval : là encore, le choix conservateur l'emporte et le respect de la souveraineté de l'autre n'y est pas pour grand-chose !

Pour autant, ces mouvements ne sont confinés ni dans le martyre ni dans l'impasse. Outre leur fonction d'éducation et de socialisation politique, au sein de sociétés rompues au silence et à l'oppression, ils disposent d'un extraordinaire pouvoir de veto et de blocage, délégitimant les élections, comme en Algérie, paralysant les gouvernements jusqu'à les faire chuter, comme en Irak ou au Liban, surtout fustigeant les puissances étrangères jusqu'à dénoncer leur présence : la rue à Beyrouth et surtout à Bagdad a été infiniment plus efficace et apte à stigmatiser les interventions iraniennes sur leur sol que la diplomatie et la propagande américaines, israéliennes et saoudiennes réunies ! Cette superposition d'un pays réel, de plus en plus remuant et proactif, et d'un pays formel (plus que légal) ne peut pas durer ni donner naissance à un dédoublement fonctionnel sans fin. Il ne peut que dégénérer en des formes nouvelles de conflictualité, dont le principal danger tient alors à leur pérennité, transformant plusieurs de ces pays en véritables « sociétés guerrières », c'est-à-dire en formations sociales qui vivent de et par la guerre, à l'instar de la Libye, de l'Afghanistan ou du Yémen, tandis que la Syrie et l'Irak sont prêts à les rejoindre. Défaites par la pression des déterminants internes, les puissances extérieures se consolent en alternant des formes d'intervention qui maintiennent l'illusion de leur « statut international » ou qui, plus simplement, soignent leur balance commerciale en activant leurs ventes d'armes.

De telles transformations rejaillissent bien évidemment sur le système international, suscitant, chez les puissants d'hier, une posture réactive, un sentiment, plus ou moins maîtrisé, d'impuissance face à l'événement, une conviction, partagée par Donald Trump et Barack Obama, que les « empreintes légères » valent mieux que les engagements militaires massifs. Un goût de fin de leadership a gagné la Maison-Blanche, comme le Congrès, à peine atténué, chez Obama, par l'idée d'un redéploiement néolibéral et, chez son successeur, par les fanfares du nationalisme et de l'*America first*... De même, le nouveau nationalisme russe doit désormais se dissimuler derrière ses nouveaux partenaires turcs et iraniens, tandis que la puissance émergente chinoise s'oblige à être discrète, sans être absente pour autant du marché régional.

Et, cependant, les vieux mythes sont tenaces : la « *good nation* » prétend continuer à dire la norme, punir, classer, décider, à la manière de ces stratèges défaits sur le terrain qui se consolent en jouant aux petits soldats. Le résultat est souvent cruel, comme les sanctions imposées à l'Iran, mais d'une totale inefficacité sur les choix politiques locaux. Evénement majeur qu'on ne voulait pas prévoir, la pandémie du coronavirus frappe durement les vieilles puissances et n'atteint que marginalement la région, à l'exception notable de l'Iran et de la Turquie. Comme si le Moyen-Orient avait sa propre route : sir Mark Sykes et François Georges-Picot sont bel et bien morts, laissant leurs imitateurs en situation de mort diplomatique cérébrale…

SOUS LA DIRECTION DE

BERTRAND BADIE ET DOMINIQUE VIDAL

LE MOYEN-ORIENT ET LE MONDE

L'ÉTAT DU MONDE 2021



La Découverte